

# ÉLÉMENTS DE CONTEXTE

**Présentation - Définitions**

**9-1** Le contexte européen

**9-2** Le contexte régional

**9-3** Le contexte départemental

84

86

88

90

## PRÉSENTATION

En 2012, le PIB par habitant est supérieur en France de 9% à la moyenne européenne, correction faite des différences de niveaux de prix. La France occupe le 10<sup>e</sup> rang en Europe, un peu devant le Royaume-Uni et l'Italie tandis que les pays nouvellement adhérents se situent à des niveaux sensiblement en deçà de la moyenne des 28.

Alors que la France représente près de 13% de la population de l'Europe à 28, elle compte plus de 30% des structures territoriales existantes du niveau de la commune.

La France se caractérise par un haut niveau de la dépense publique exprimé en pourcentage de son PIB. Avec plus de 56%, elle se situe nettement au-dessus de la moyenne européenne 49% à un niveau proche de celui de la Finlande, légèrement en retrait par rapport à celui du Danemark. Ceci est dû au niveau de dépense des administrations de sécurité sociale (27% du PIB) : hors celles-ci la dépense publique devient inférieure à la moyenne européenne.

Les dépenses des administrations publiques locales représentent en France 11,9% du produit intérieur brut (PIB) en 2012. C'est un taux proche de la moyenne européenne mais inférieur à celui d'autres grands pays, notamment ceux d'organisation fédérale : cette proportion de dépenses locales et des entités fédérées dans le PIB est de 13,4% au Royaume-Uni, de 15,1% en Italie pour monter jusqu'à 20,4% en Allemagne et 24,1% en Espagne.

## ■ ■ POUR EN SAVOIR PLUS

Les données détaillées et les métadonnées sont disponibles sur le site d'Eurostat <http://epp.eurostat.ec.europa.eu/portal/page/portal/statistics/themes> thème « Économie et finances », rubriques « Comptes nationaux (PIB compris) » et « Secteur des Administrations publiques », thème « Population et conditions sociales », rubrique « Population ».

Pour la liste des régions statistiques européennes, voir : [http://epp.eurostat.ec.europa.eu/portal/page/portal/nuts\\_nomenclature/introduction](http://epp.eurostat.ec.europa.eu/portal/page/portal/nuts_nomenclature/introduction)

Les comptes des administrations publiques sont établis selon les méthodes du Système européen des comptes nationaux (SEC95).

## DÉFINITIONS

### ► Le PIB (produit intérieur brut)

Le PIB (produit intérieur brut) et le PIB par habitant sont des indicateurs de la production d'un pays ou d'une région en termes d'activité économique totale. Il reflète la valeur totale de tous les biens et services produits, diminué de la valeur des biens et services utilisés dans la consommation intermédiaire pour leur production. En exprimant le PIB en SPA (standards de pouvoir d'achat), on élimine les différences de niveaux de prix entre les pays, permettant des comparaisons significatives du PIB en volume entre les pays. Le PIB n'équivaut pas au revenu dont disposent en définitive les ménages d'une région.

L'indice de volume du PIB par habitant en standards de pouvoir d'achat (SPA) est exprimé par rapport à la moyenne de l'Union européenne (EU-28) fixée à 100. Il est à noter que l'indice, calculé à partir des chiffres en SPA et exprimé par rapport à EU28 = 100, est destiné aux comparaisons internationales plutôt qu'aux comparaisons temporelles.

### ► Le SPA (standard de pouvoir d'achat)

Le SPA (standard de pouvoir d'achat) est une monnaie artificielle faisant apparaître les écarts entre les niveaux de prix nationaux. Cette unité permet des comparaisons en volume significatives des indicateurs économiques entre les pays. Les agrégats exprimés en SPA sont calculés en divisant les agrégats à prix courants et en monnaie nationale par les parités de pouvoir d'achat (PPA) respectives.

### ► Nomenclature des unités territoriales statistiques (NUTS)

La NUTS 2010, entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2012, fournit une ventilation uniforme et cohérente des unités territoriales pour la production des statistiques régionales de l'UE. La NUTS, qui privilégie les découpages institutionnels et les unités régionales à caractère général est une classification à trois niveaux.

Sans tenir compte des communes, la structure administrative des États membres repose en général sur deux niveaux principaux (Länder et Kreise en Allemagne, régions et départements en France, Comunidades autonomas et provincias en Espagne, regioni et provincia en Italie, etc.).

À un niveau plus détaillé, on trouve les districts et les communes. Il s'agit des « unités administratives locales » (UAL). Deux niveaux d'unités administratives locales ont été définis. Le niveau UAL supérieur, est défini pour la majorité des pays, mais pas pour tous. Le deuxième niveau UAL (autrefois NUTS niveau 5) consiste en environ 120 000 communes ou unités équivalentes dans les 28 États Membres de l'UE (situation 2010).

### ► Les administrations publiques

Le secteur des administrations publiques comprend les sous-secteurs de l'administration centrale, des administrations d'États fédérés, des administrations locales et des administrations de sécurité sociale. Le PIB utilisé comme dénominateur est le produit intérieur brut aux prix courants du marché.

### ► Dépenses totales des administrations publiques

Les dépenses des administrations publiques sont définies dans le SEC95 § 8.99 en référence à une liste de catégories : consommation intermédiaire, formation brute de capital, rémunération des salariés, autres impôts sur la production, subventions à payer, revenus de la propriété, impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc., prestations sociales autres que les transferts sociaux en nature, transferts sociaux en nature correspondant aux dépenses consacrées à l'achat de produits fournis aux ménages par l'intermédiaire de producteurs marchands, autres transferts courants, ajustement pour variation des droits des ménages sur les fonds de pension, transferts de capital à payer et acquisitions moins cessions d'actifs non financiers non produits.

### ► Formation brute de capital fixe des administrations publiques

La formation brute de capital fixe des administrations publiques (SEC95 code P51) est égale au solde des acquisitions des producteurs résidents moins les cessions d'actifs fixes au cours d'une période donnée, augmenté de certaines plus-values sur actifs non produits découlant de l'activité de production des unités productives publiques ou institutionnelles. Les actifs fixes sont des actifs corporels ou incorporels résultant de processus de production qui sont eux-mêmes utilisés de manière répétée ou continue dans des processus de production pendant plus d'un an comme par exemple les immeubles, les machines et équipements, les véhicules, ou encore les logiciels. Cela comprend aussi certaines augmentations de la valeur des actifs non produits réalisés par l'activité productive, telles que des améliorations apportées aux sols.

### ► Dette publique - Dette brute consolidée des administrations publiques

La dette est évaluée en valeur nominale (faciale) et la dette en monnaie étrangère est convertie en monnaie nationale en utilisant les taux de change du marché en fin d'année (bien que des règles spéciales s'appliquent aux contrats). Les données nationales pour le secteur des administrations publiques sont consolidées entre les sous-secteurs. Les données de base sont en monnaie nationale, converties en euros en utilisant les taux de change de l'euro en fin d'année fournis par la Banque centrale européenne.

# 9-1 Le contexte européen

## DONNÉES ÉCONOMIQUES, TERRITORIALES ET DÉMOGRAPHIQUES

	PIB par habitant en standards de pouvoir d'achat (SPA) (EU-28 = 100)		Découpages territoriaux			Population en millions d'habitants (au 1 <sup>er</sup> janvier)
	2011	2012	NUTS 2 régions	NUTS 3 départements	LAU 2 communes au 01/01/2010	2013
Allemagne	123	123	38	412	11 295	80,52 <sup>(p)</sup>
Autriche	129	130	9	35	2 357	8,45
Belgique	120	120	11	44	589	11,16
Bulgarie	47	47	6	28	5 302	7,28
Chypre	94	92	1	1	615	0,87
Croatie	61	62	2	21	546	4,26
Danemark	126	126	5	11	2 244	5,60
Espagne	96	96	19	59	8 114	46,70
Estonie	69	71	1	5	226	1,32
Finlande	116	115	5	19	342	5,43
<b>France</b>	<b>109</b>	<b>109</b>	<b>26</b>	<b>100</b>	<b>36 682</b>	<b>65,63<sup>(p)</sup></b>
Grèce	80	75	13	51	6 130	11,06
Hongrie	67	67	7	20	3 152	9,91
Irlande	129	129	2	8	3 441	4,59
Italie	102	101	21	110	8 094	59,69 <sup>(p)</sup>
Lettonie	60	64	1	6	118	2,02
Lituanie	68	72	1	10	555	2,97
Luxembourg	266	263	1	1	116	0,54
Malte	86	86	1	2	68	0,42
Pays-Bas	129	128	12	40	431	16,78
Pologne	65	67	16	66	2 479	38,53
Portugal	77	76	7	30	4 260	10,49
République tchèque	81	81	8	14	6 250	10,52
Roumanie	48	50	8	42	3 180	20,06
Royaume-Uni	105	106	37	139	10 310	63,89 <sup>(p)</sup>
Slovaquie	75	76	4	8	2 928	5,41
Slovénie	84	84	2	12	210	2,06
Suède	125	126	8	21	290	9,56
<b>Union européenne (à 28)</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>272</b>	<b>1 315</b>	<b>120 324</b>	<b>505,73<sup>(p)</sup></b>

<sup>(p)</sup> : valeur provisoire.

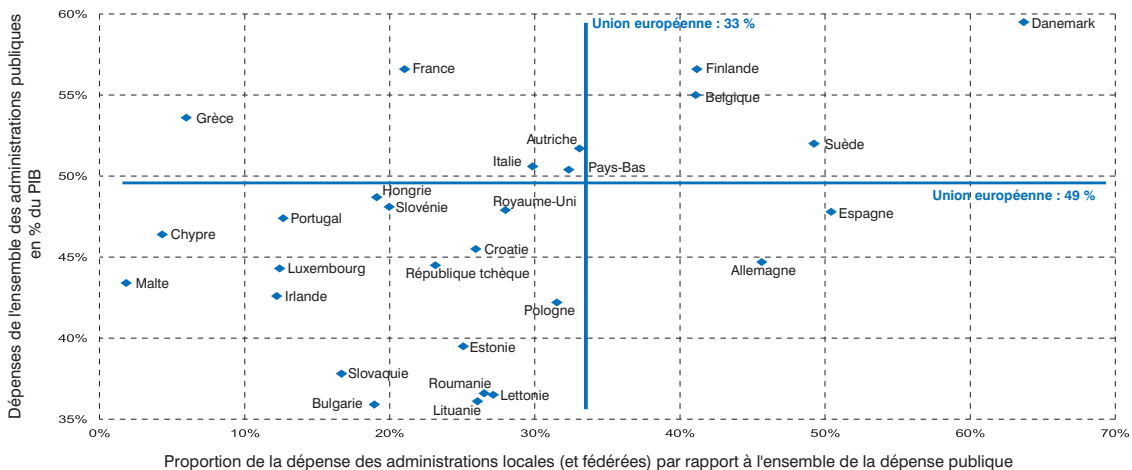
Source : Eurostat.

## DONNÉES DES FINANCES PUBLIQUES (2012)

(en % du PIB)

	Dépenses des administrations publiques					Formation brute de capital fixe des administrations publiques	Dettes publiques des administrations publiques
	Administrations publiques	Administration centrale	Administrations d'États fédérés	Administrations locales	Administrations de sécurité sociale		
Allemagne	44,7	13,9	12,8	7,6	19,6	1,5	81,0
Autriche	51,7	26,8	9,2	7,9	17,8	1,0	74,0
Belgique	55,0	31,5	15,3	7,3	22,2	1,8	99,8
Bulgarie	35,9	27,6	-	6,8	14,3	3,4	18,5
Chypre	46,4	37,2	-	2,0	8,9	2,5	86,6
Croatie	45,5	30,3	-	11,8	17,5	2,0	55,5
Danemark	59,5	44,0	-	37,9	4,9	2,5	45,4
Espagne	47,8	20,8	18,1	6,0	15,6	1,7	86,0
Estonie	39,5	29,7	-	9,9	5,2	5,4	9,8
Finlande	56,6	28,0	-	23,3	19,1	2,6	53,6
<b>France</b>	<b>56,6</b>	<b>22,3</b>	<b>-</b>	<b>11,9</b>	<b>27,0</b>	<b>3,1</b>	<b>90,2</b>
Grèce	53,6	40,0	-	3,2	22,5	1,8	156,9
Hongrie	48,7	33,5	-	9,3	15,8	3,4	79,8
Irlande	42,6	36,0	-	5,2	5,4	1,9	117,4
Italie	50,6	28,6	-	15,1	20,3	1,9	127,0
Lettonie	36,5	21,0	-	9,9	9,1	4,2	40,6
Lituanie	36,1	21,3	-	9,4	13,0	3,7	40,5
Luxembourg	44,3	32,0	-	5,5	18,5	3,8	21,7
Malte	43,4	43,1	-	0,8	-	3,1	71,3
Pays-Bas	50,4	28,9	-	16,3	19,7	3,3	71,3
Pologne	42,2	23,7	-	13,3	16,6	4,6	55,6
Portugal	47,4	35,2	-	6,0	13,7	1,7	124,1
République tchèque	44,5	31,1	-	10,3	6,0	3,2	46,2
Roumanie	36,6	25,0	-	9,7	12,0	4,7	37,9
Royaume-Uni	47,9	45,0	-	13,4	-	2,2	88,7
Slovaquie	37,8	21,5	-	6,3	14,3	1,9	52,4
Slovénie	48,1	29,5	-	9,6	19,5	3,2	54,4
Suède	52,0	29,2	-	25,6	6,8	3,5	38,2
<b>Union européenne (à 28)</b>	<b>49,3</b>	<b>27,0</b>	<b>4,7</b>	<b>11,8</b>	<b>16,2</b>	<b>2,3</b>	<b>85,1</b>

Source : Eurostat.



# 9-2 Le contexte régional

## CARACTÉRISTIQUES PHYSIQUES ET DÉMOGRAPHIQUES

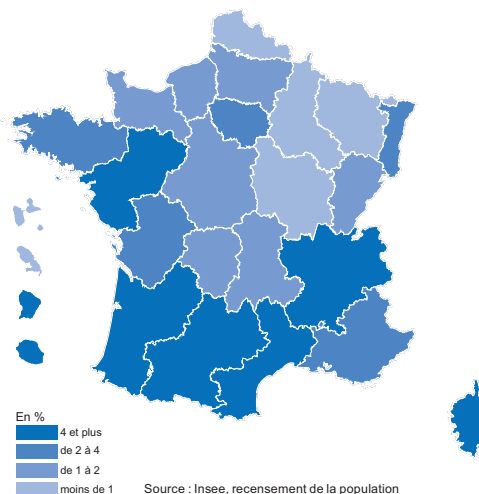
	Population <sup>(1)</sup>	Taux de croissance de la population entre 2006 et 2011 (en %)	Superficie (en km <sup>2</sup> )	Densité (en hab./km <sup>2</sup> )	Nombre de communes	Part (en %) de la population vivant	
						dans des communes de plus de 10 000 habitants <sup>(1)</sup>	vivant dans les grandes aires urbaines <sup>(2)</sup>
Alsace	1 852 325	2,0	8 280	224	904	42,4	75,5
Aquitaine	3 254 233	4,3	41 308	79	2 296	38,7	70,2
Auvergne	1 350 682	1,1	26 013	52	1 310	30,2	65,0
Bourgogne	1 642 734	0,9	31 582	52	2 046	28,1	58,9
Bretagne	3 217 767	4,0	27 208	118	1 270	32,0	63,2
Centre	2 556 835	1,5	39 151	65	1 841	35,5	68,0
Champagne-Ardenne	1 336 053	-0,2	25 606	52	1 953	37,2	62,5
Corse	314 486	6,9	8 680	36	360	38,4	61,4
Franche-Comté	1 173 440	2,0	16 202	72	1 785	26,8	62,8
Languedoc-Roussillon	2 670 046	5,4	27 376	98	1 545	40,3	70,0
Limousin	741 072	1,4	16 942	44	747	31,9	60,1
Lorraine	2 350 657	0,6	23 547	100	2 338	29,9	67,2
Midi-Pyrénées	2 903 420	4,6	45 348	64	3 020	37,3	66,1
Nord-Pas-de-Calais	4 042 015	0,6	12 414	326	1 545	48,2	88,2
Basse-Normandie	1 475 684	1,3	17 589	84	1 812	23,5	57,9
Haute-Normandie	1 839 393	1,6	12 317	149	1 420	38,9	74,4
Pays de la Loire	3 601 113	4,4	32 082	112	1 496	37,6	68,3
Picardie	1 918 155	1,3	19 399	99	2 291	29,7	63,9
Poitou-Charentes	1 777 773	3,1	25 810	69	1 460	23,7	60,2
Provence-Alpes-Côte d'Azur	4 916 069	2,1	31 400	157	958	71,3	87,7
Rhône-Alpes	6 283 541	4,4	43 698	144	2 874	42,8	83,4
<b>Métropole sauf Île-de-France</b>	<b>51 217 493</b>	<b>2,7</b>	<b>531 953</b>	<b>96</b>	<b>35 271</b>	<b>39,9</b>	<b>72,2</b>
Île-de-France	11 852 851	2,8	12 012	987	1 281	83,9	99,8
<b>Métropole</b>	<b>63 070 344</b>	<b>2,7</b>	<b>543 965</b>	<b>116</b>	<b>36 552</b>	<b>48,1</b>	<b>77,4</b>
Guadeloupe	404 635	1,0	1 628	248	32	77,1	91,4
Guyane	237 549	15,3	83 534	3	22	72,4	51,1
Martinique	392 291	-1,4	1 128	348	34	76,8	78,1
Réunion	828 581	6,0	2 504	331	24	94,7	79,5
<b>Outre-mer (hors Mayotte)</b>	<b>1 863 056</b>	<b>4,3</b>	<b>88 794</b>	<b>21</b>	<b>112</b>	<b>84,3</b>	<b>78,1</b>
<b>France (hors Mayotte)</b>	<b>64 933 400</b>	<b>2,8</b>	<b>632 759</b>	<b>103</b>	<b>36 664</b>	<b>49,2</b>	<b>77,4</b>

Source : Insee.

<sup>(1)</sup> Population municipale entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2014 (millésimée 2011).

<sup>(2)</sup> Les grandes aires urbaines comprennent les communes appartenant à un grand pôle urbain (10 000 emplois et plus) et celles appartenant à la couronne d'un grand pôle urbain.

### TAUX DE CROISSANCE DE LA POPULATION ENTRE 2006 ET 2011



## CARACTÉRISTIQUES DÉMOGRAPHIQUES ET ÉCONOMIQUES

	Part de la population de moins de 20 ans <sup>(1)</sup> (en %)	Part de la population de 60 et plus <sup>(1)</sup> (en %)	Taux d'activité des 15-64 ans <sup>(2)</sup> (en %)	Taux de chômage 2012 <sup>(3)</sup> (en %)	PIB 2011 <sup>(4)</sup> (en millions d'euros)	PIB 2011 <sup>(4)</sup> (en €/hab.)	PIB 2011 <sup>(4)</sup> (en € par emploi)
Alsace	24,2	21,5	73,6	8,9	52 811	28 475	68 937
Aquitaine	22,5	26,5	71,6	9,9	87 498	26 734	66 752
Auvergne	21,8	27,7	71,0	8,9	33 125	24 513	62 746
Bourgogne	22,6	27,4	71,8	9,3	41 754	25 373	64 441
Bretagne	24,3	25,3	71,6	8,6	80 997	25 021	62 414
Centre	24,0	25,6	72,9	9,3	65 363	25 546	65 144
Champagne-Ardenne	24,3	23,8	71,0	10,6	34 676	25 996	65 252
Corse	20,8	27,0	68,2	9,6	8 064	25 613	66 035
Franche-Comté	24,7	23,9	72,8	9,2	28 512	24 211	63 786
Languedoc-Roussillon	23,3	26,7	68,2	13,8	62 978	23 556	65 689
Limousin	20,6	30,3	70,7	9,1	17 268	23 168	60 822
Lorraine	23,6	23,1	70,7	10,3	55 140	23 411	64 995
Midi-Pyrénées	22,8	25,7	72,2	10,1	77 643	26 615	65 050
Nord-Pas-de-Calais	26,9	20,3	67,9	13,4	100 112	24 739	65 975
Basse-Normandie	24,0	26,0	71,3	9,3	35 066	23 717	60 619
Haute-Normandie	25,5	22,3	71,6	11,1	49 520	26 807	69 832
Pays de la Loire	25,5	23,6	73,4	8,5	97 754	27 036	65 344
Picardie	26,0	21,4	71,2	11,8	44 843	23 329	66 845
Poitou-Charentes	22,4	28,0	71,7	9,4	43 529	24 386	62 864
Provence-Alpes-Côte d'Azur	23,1	26,5	70,0	11,4	143 680	29 214	72 157
Rhône-Alpes	25,4	22,3	73,4	8,8	192 882	30 546	71 624
<b>Métropole sauf Île-de-France</b>	<b>24,2</b>	<b>24,5</b>	<b>71,4</b>	<b>n.d.</b>	<b>1 353 215</b>	<b>26 345</b>	<b>66 702</b>
Île-de-France	25,9	18,2	75,4	8,6	607 439	51 118	101 065
<b>Métropole</b>	<b>24,5</b>	<b>23,3</b>	<b>72,2</b>	<b>9,8</b>	<b>1 960 654</b>	<b>30 999</b>	<b>74 556</b>
Guadeloupe	28,8	19,7	67,6	22,9	n.d.	n.d.	n.d.
Guyane	43,8	6,8	62,3	22,3	n.d.	n.d.	n.d.
Martinique	26,1	21,5	69,5	21,0	n.d.	n.d.	n.d.
Réunion	33,2	12,6	66,8	28,5	n.d.	n.d.	n.d.
<b>Outre-mer (hors Mayotte)</b>	<b>32,1</b>	<b>15,3</b>	<b>67,0</b>	<b>n.d.</b>	<b>35 929</b>	<b>19 259</b>	<b>63 940</b>
<b>France (hors Mayotte)</b>	<b>24,7</b>	<b>23,1</b>	<b>72,0</b>	<b>n.d.</b>	<b>1 996 583</b>	<b>30 663</b>	<b>74 334</b>

Source : Insee.

<sup>(1)</sup> Insee - Estimations de population au 1<sup>er</sup> janvier 2011.

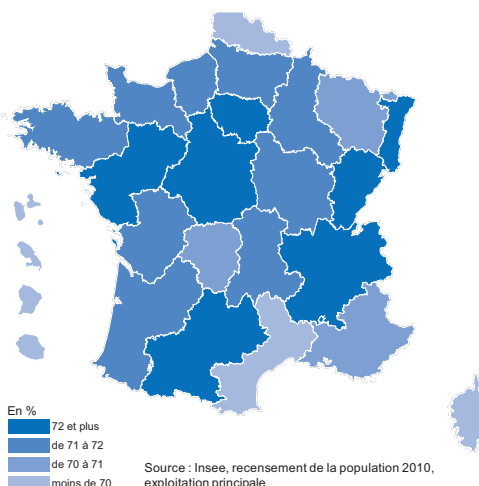
<sup>(2)</sup> Recensement de population 2010, exploitation principale.

<sup>(3)</sup> Taux de chômage localisés pour la métropole (moyenne des taux trimestriels de l'année 2012) ; données issues de l'Enquête-Emploi du 2<sup>e</sup> trimestre, 2012 pour l'Outre-mer.

<sup>(4)</sup> Données 2011 provisoires.

n.d. : donnée non disponible.

### TAUX D'ACTIVITÉ DES 15-64 ANS



# 9-3a Le contexte départemental

## CARACTÉRISTIQUES PHYSIQUES, DÉMOGRAPHIQUES ET SOCIALES

Départements	Population <sup>(1)</sup>	Superficie (en km <sup>2</sup> )	Densité (en hab./km <sup>2</sup> )	Nombre de communes		Part de la population vivant dans des communes de plus de 10 000 habitants (en %)
				Total	Rurales (hors unités urbaines Insee)	
01 Ain	603 827	5 762	105	419	314	16,3
02 Aisne	541 302	7 369	73	816	737	29,8
03 Allier	342 729	7 340	47	320	281	31,7
04 Alpes-de-Haute-Provence	160 959	6 925	23	200	179	24,4
05 Hautes-Alpes	138 605	5 549	25	172	154	37,9
06 Alpes-Maritimes	1 081 244	4 299	252	163	93	80,0
07 Ardèche	317 277	5 529	57	339	258	15,7
08 Ardennes	283 110	5 229	54	463	419	24,0
09 Ariège	152 286	4 890	31	332	299	10,1
10 Aube	303 997	6 004	51	433	398	35,5
11 Aude	359 967	6 139	59	438	397	36,6
12 Aveyron	275 813	8 735	32	304	281	24,7
13 Bouches-du-Rhône	1 975 896	5 087	388	119	13	80,5
14 Calvados	685 262	5 548	124	706	579	27,5
15 Cantal	147 577	5 726	26	260	249	18,5
16 Charente	352 705	5 956	59	404	370	17,1
17 Charente-Maritime	625 682	6 864	91	472	404	22,9
18 Cher	311 694	7 235	43	290	268	33,4
19 Corrèze	242 454	5 857	41	286	258	26,0
2A Corse-du-Sud	145 846	4 014	36	124	115	53,3
2B Haute-Corse	168 640	4 666	36	236	211	25,4
21 Côte-d'Or	525 931	8 763	60	706	660	39,7
22 Côtes-d'Armor	594 375	6 878	86	373	282	19,3
23 Creuse	122 560	5 565	22	260	255	11,1
24 Dordogne	415 168	9 060	46	557	489	13,8
25 Doubs	529 103	5 234	101	594	519	35,1
26 Drôme	487 993	6 530	75	369	307	35,7
27 Eure	588 111	6 040	97	675	564	21,6
28 Eure-et-Loir	430 416	5 880	73	402	342	30,7
29 Finistère	899 870	6 733	134	283	181	36,6
30 Gard	718 357	5 853	123	353	234	37,3
31 Haute-Garonne	1 260 226	6 309	200	589	458	54,0
32 Gers	188 893	6 257	30	463	449	11,6
33 Gironde	1 463 662	10 000	146	542	358	52,2
34 Hérault	1 062 036	6 101	174	343	217	48,1
35 Ille-et-Vilaine	996 439	6 775	147	353	264	37,5
36 Indre	230 175	6 791	34	247	223	25,4
37 Indre-et-Loire	593 683	6 127	97	277	204	45,8
38 Isère	1 215 212	7 431	164	533	333	35,4
39 Jura	261 294	4 999	52	544	496	20,0
40 Landes	387 929	9 243	42	331	278	22,9
41 Loir-et-Cher	331 280	6 343	52	291	246	24,2
42 Loire	749 053	4 781	157	327	226	44,9
43 Haute-Loire	224 907	4 977	45	260	229	8,2
44 Loire-Atlantique	1 296 364	6 815	190	221	124	52,1
45 Loiret	659 587	6 775	97	334	257	39,5
46 Lot	174 754	5 217	34	340	314	11,6
47 Lot-et-Garonne	330 866	5 361	62	319	263	22,7
48 Lozère	77 156	5 167	15	185	177	15,8
49 Maine-et-Loire	790 343	7 166	110	357	279	33,8

Source : Insee.

<sup>(1)</sup> Population municipale entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2014 (millésimée 2011).



# Le contexte départemental 9-3a

Départements	Population <sup>(1)</sup>	Superficie (en km <sup>2</sup> )	Densité (en hab./km <sup>2</sup> )	Nombre de communes		Part de la population vivant dans des communes de plus de 10 000 habitants (en %)
				Total	Rurales (hors unités urbaines Insee)	
50 Manche	499 531	5 938	84	601	537	20,6
51 Marne	566 571	8 162	69	620	577	48,2
52 Haute-Marne	182 375	6 211	29	437	413	26,1
53 Mayenne	307 031	5 175	59	261	238	24,7
54 Meurthe-et-Moselle	733 124	5 246	140	594	491	31,4
55 Meuse	193 557	6 211	31	500	475	17,7
56 Morbihan	727 083	6 823	107	261	193	29,3
57 Moselle	1 045 146	6 216	168	730	569	36,8
58 Nièvre	218 341	6 817	32	312	292	21,4
59 Nord	2 579 208	5 743	449	650	316	56,1
60 Oise	805 642	5 860	137	693	565	31,1
61 Orne	290 891	6 103	48	505	470	19,1
62 Pas-de-Calais	1 462 807	6 671	219	895	622	34,3
63 Puy-de-Dôme	635 469	7 970	80	470	404	39,8
64 Pyrénées-Atlantiques	656 608	7 645	86	547	410	41,9
65 Hautes-Pyrénées	229 228	4 464	51	474	415	24,9
66 Pyrénées-Orientales	452 530	4 116	110	226	157	33,7
67 Bas-Rhin	1 099 269	4 755	231	527	368	44,2
68 Haut-Rhin	753 056	3 525	214	377	231	39,6
69 Rhône	1 744 236	3 249	537	288	120	69,2
70 Haute-Saône	239 695	5 360	45	545	507	10,8
71 Saône-et-Loire	555 999	8 575	65	573	497	24,2
72 Sarthe	565 718	6 206	91	375	306	32,1
73 Savoie	418 949	6 028	69	305	190	28,0
74 Haute-Savoie	746 994	4 388	170	294	146	37,2
75 Paris	2 249 975	105	21 347	1	0	100,0
76 Seine-Maritime	1 251 282	6 278	199	745	601	47,0
77 Seine-et-Marne	1 338 427	5 915	226	514	344	49,2
78 Yvelines	1 413 635	2 284	619	262	128	69,1
79 Deux-Sèvres	370 939	5 999	62	303	264	23,4
80 Somme	571 211	6 170	93	782	702	27,6
81 Tarn	377 675	5 758	66	323	276	36,3
82 Tarn-et-Garonne	244 545	3 718	66	195	161	33,5
83 Var	1 012 735	5 973	170	153	58	64,6
84 Vaucluse	546 630	3 567	153	151	78	55,9
85 Vendée	641 657	6 720	95	282	213	23,9
86 Vienne	428 447	6 990	61	281	244	30,3
87 Haute-Vienne	376 058	5 520	68	201	179	42,5
88 Vosges	378 830	5 874	64	514	412	14,3
89 Yonne	342 463	7 427	46	455	429	20,7
90 Territoire de Belfort	143 348	609	235	102	65	35,0
91 Essonne	1 225 191	1 804	679	196	0	65,8
92 Hauts-de-Seine	1 581 628	176	9 006	36	0	99,4
93 Seine-Saint-Denis	1 529 928	236	6 477	40	0	98,4
94 Val-de-Marne	1 333 702	245	5 443	47	74	96,2
95 Val-d'Oise	1 180 365	1 246	947	185	90	75,2
971 Guadeloupe	404 635	1 628	248	32	4	77,1
972 Martinique	392 291	1 128	348	34	8	76,8
973 Guyane	237 549	83 534	3	22	12	72,4
974 La Réunion	828 581	2 504	331	24	2	94,7
976 Mayotte	212 645	374	569	17	2	65,7
<b>Métropole sauf Paris</b>	<b>60 820 369</b>	<b>543 860</b>	<b>112</b>	<b>36 551</b>	<b>29 332</b>	<b>46,2</b>
<b>Métropole</b>	<b>63 070 344</b>	<b>543 965</b>	<b>116</b>	<b>36 552</b>	<b>29 332</b>	<b>48,1</b>
<b>Outre-Mer</b>	<b>2 075 701</b>	<b>89 168</b>	<b>23</b>	<b>129</b>	<b>28</b>	<b>82,4</b>
<b>France entière</b>	<b>65 146 045</b>	<b>633 133</b>	<b>103</b>	<b>36 681</b>	<b>29 360</b>	<b>49,2</b>

Source : Insee.

<sup>(1)</sup> Population municipale entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2014 (millésimée 2011).

# 9-3b Le contexte départemental

## CARACTÉRISTIQUES PHYSIQUES, DÉMOGRAPHIQUES ET SOCIALES

Départements	Part de la population de 15 à 64 ans (en %)	Part de la population de 75 ans et plus (en %)	Taux de chômage au 4 <sup>e</sup> trimestre 2012 (en %)	Nombre de bénéficiaires du RSA socle au 31/12/2012	Voirie départementale (en km)	Kilomètres de voirie pour 1 000 habitants
01 Ain	64,6	7,6	7,5	7 039	4 461	7,4
02 Aisne	64,0	8,8	14,8	14 996	5 461	10,1
03 Allier	61,0	13,0	10,8	8 258	5 241	15,3
04 Alpes-de-Haute-Provence	61,4	11,1	12,0	3 497	2 557	15,9
05 Hautes-Alpes	62,4	10,6	9,1	2 323	1 952	14,1
06 Alpes-Maritimes	62,3	11,8	10,2	22 771	1 758	1,6
07 Ardèche	61,6	11,1	11,0	5 728	3 793	12,0
08 Ardennes	64,2	9,0	13,0	9 740	3 323	11,7
09 Ariège	61,3	12,4	12,8	5 096	2 640	17,3
10 Aube	63,6	9,7	11,9	7 989	4 517	14,9
11 Aude	61,1	11,8	14,2	14 849	4 300	11,9
12 Aveyron	60,2	13,6	7,6	3 149	5 919	21,5
13 Bouches-du-Rhône	64,5	9,2	12,5	77 729	3 058	1,5
14 Calvados	64,6	9,2	10,2	13 734	5 705	8,3
15 Cantal	61,6	13,6	7,2	1 927	3 998	27,1
16 Charente	62,4	11,8	10,8	9 261	5 078	14,4
17 Charente-Maritime	61,6	12,0	10,8	14 859	6 083	9,7
18 Cher	62,2	11,4	10,7	8 503	4 615	14,8
19 Corrèze	61,1	13,7	8,4	3 224	4 771	19,7
2A Corse-du-Sud	63,8	10,3	10,0	2 442	1 999	13,7
2B Haute-Corse	64,9	9,8	10,0	3 204	2 467	14,6
21 Côte-d'Or	65,8	9,3	8,8	8 223	5 845	11,1
22 Côtes-d'Armor	60,5	11,8	8,9	9 364	4 499	7,6
23 Creuse	59,7	15,5	10,3	2 522	4 398	35,9
24 Dordogne	60,6	13,3	11,4	8 336	4 960	11,9
25 Doubs	65,0	8,4	9,8	10 724	3 714	7,0
26 Drôme	62,7	9,4	11,3	10 770	4 213	8,6
27 Eure	64,5	7,7	11,1	11 834	4 450	7,6
28 Eure-et-Loir	63,7	8,8	9,9	7 504	7 479	17,4
29 Finistère	63,2	10,4	9,3	15 173	3 559	4,0
30 Gard	63,0	9,7	13,8	27 921	4 589	6,4
31 Haute-Garonne	67,8	7,7	10,2	31 250	6 631	5,3
32 Gers	60,4	13,3	8,2	3 221	3 558	18,8
33 Gironde	66,1	8,9	10,3	34 561	6 482	4,4
34 Hérault	64,5	9,5	14,7	38 378	4 946	4,7
35 Ille-et-Vilaine	65,4	8,2	8,5	14 537	5 222	5,2
36 Indre	60,7	13,1	9,5	4 177	4 982	21,6
37 Indre-et-Loire	64,1	10,0	9,1	11 367	3 940	6,6
38 Isère	65,0	7,8	8,6	20 616	5 160	4,2
39 Jura	62,1	10,6	7,8	3 430	3 548	13,6
40 Landes	62,1	11,0	9,8	6 990	4 220	10,9
41 Loir-et-Cher	61,1	11,8	9,1	6 222	3 440	10,4
42 Loire	62,5	10,5	10,3	13 799	3 806	5,1
43 Haute-Loire	61,8	11,0	8,7	2 687	3 414	15,2
44 Loire-Atlantique	65,1	8,2	8,4	24 268	4 680	3,6
45 Loiret	63,9	9,0	9,8	12 701	3 650	5,5
46 Lot	60,2	13,7	10,0	3 114	4 056	23,2
47 Lot-et-Garonne	60,7	12,6	10,6	8 331	2 960	8,9
48 Lozère	62,6	11,6	6,2	1 017	2 271	29,4
49 Maine-et-Loire	63,6	9,2	9,4	14 224	4 858	6,1

Sources : Insee, DARES.

# Le contexte départemental 9-3b

Départements	Part de la population de 15 à 64 ans (en %)	Part de la population de 75 ans et plus (en %)	Taux de chômage au 4 <sup>e</sup> trimestre 2012 (en %)	Nombre de bénéficiaires du RSA socle au 31/12/2012	Voirie départementale (en km)	Kilomètres de voirie pour 1 000 habitants
50 Manche	61,9	11,4	8,8	7 223	7 757	15,5
51 Marne	66,3	8,3	10,0	11 130	4 198	7,4
52 Haute-Marne	62,9	11,0	10,3	3 981	3 893	21,3
53 Mayenne	61,4	10,6	7,0	3 548	3 687	12,0
54 Meurthe-et-Moselle	66,3	8,7	10,2	19 718	3 328	4,5
55 Meuse	63,9	9,9	10,9	4 760	3 519	18,2
56 Morbihan	62,5	10,4	9,4	11 811	4 218	5,8
57 Moselle	66,5	8,1	10,5	23 852	4 286	4,1
58 Nièvre	60,6	13,4	10,3	5 305	4 359	20,0
59 Nord	66,0	7,3	13,8	104 110	5 257	2,0
60 Oise	66,0	6,8	10,5	16 516	4 059	5,0
61 Orne	61,4	11,7	9,8	6 410	5 824	20,0
62 Pas-de-Calais	64,8	8,0	14,0	52 967	6 180	4,2
63 Puy-de-Dôme	65,6	9,7	9,0	13 584	7 225	11,4
64 Pyrénées-Atlantiques	63,1	11,4	9,0	12 682	4 446	6,8
65 Hautes-Pyrénées	61,7	12,7	11,8	4 701	2 921	12,7
66 Pyrénées-Orientales	60,7	12,0	15,2	19 389	2 163	4,8
67 Bas-Rhin	67,2	7,7	8,8	25 058	3 668	3,3
68 Haut-Rhin	65,5	8,3	9,9	15 226	2 598	3,4
69 Rhône	65,9	7,9	9,4	37 313	3 145	1,8
70 Haute-Saône	63,2	9,5	10,7	4 206	3 450	14,4
71 Saône-et-Loire	61,6	11,8	9,6	9 511	5 254	9,5
72 Sarthe	62,7	10,1	10,1	10 801	4 263	7,5
73 Savoie	64,6	8,7	8,0	4 649	3 139	7,5
74 Haute-Savoie	66,3	7,0	7,8	7 039	2 974	4,0
75 Paris	71,0	7,5	8,5	62 287	1 625	0,7
76 Seine-Maritime	65,0	8,8	11,7	35 769	6 421	5,1
77 Seine-et-Marne	66,9	5,7	8,1	24 390	4 349	3,2
78 Yvelines	65,8	6,7	7,2	19 222	1 576	1,1
79 Deux-Sèvres	62,1	11,2	8,0	5 836	3 963	10,7
80 Somme	65,3	8,6	12,4	15 926	4 542	8,0
81 Tarn	61,2	12,6	11,3	8 976	4 127	10,9
82 Tarn-et-Garonne	62,0	10,7	11,2	6 448	2 518	10,3
83 Var	61,4	11,5	11,4	27 469	2 928	2,9
84 Vaucluse	63,1	9,5	13,0	15 416	2 330	4,3
85 Vendée	61,8	10,5	8,4	7 141	4 708	7,3
86 Vienne	64,3	10,3	8,5	10 881	4 673	10,9
87 Haute-Vienne	63,3	11,9	9,8	8 867	3 992	10,6
88 Vosges	63,5	10,1	12,1	9 046	3 226	8,5
89 Yonne	62,0	11,0	10,4	7 868	4 860	14,2
90 Territoire de Belfort	65,6	8,4	12,1	4 000	545	3,8
91 Essonne	66,2	6,3	7,4	21 564	1 488	1,2
92 Hauts-de-Seine	67,0	7,3	7,8	28 604	362	0,2
93 Seine-Saint-Denis	66,9	5,4	12,7	71 447	344	0,2
94 Val-de-Marne	67,1	6,9	8,6	36 006	415	0,3
95 Val-d'Oise	67,0	5,6	10,1	27 332	1 087	0,9
971 Guadeloupe	64,7	9,0	22,9*	42 035	578	1,4
972 Martinique	64,3	6,6	21,0*	37 107	630	1,6
973 Guyane	64,8	7,6	22,3*	17 590	448	1,9
974 La Réunion	60,9	1,6	28,5*	90 319	723	0,9
976 Mayotte	n.d.	n.d.	n.d.	2 560	144	0,7
<b>Métropole sauf Paris</b>	<b>60,4</b>	<b>8,5</b>	<b>--</b>	<b>1 435 277</b>	<b>377 489</b>	<b>6,2</b>
<b>Métropole</b>	<b>64,7</b>	<b>9,0</b>	<b>10,1</b>	<b>1 497 564</b>	<b>379 114</b>	<b>6,0</b>
<b>Outre-Mer (hors Mayotte)</b>	<b>64,9</b>	<b>4,8</b>	<b>--</b>	<b>187 051</b>	<b>2 378</b>	<b>1,3</b>
<b>France (hors Mayotte)</b>	<b>64,7</b>	<b>8,9</b>	<b>10,6</b>	<b>1 684 615</b>	<b>381 492</b>	<b>5,9</b>

Sources : Insee, DARES.

\* Source : taux de chômage au deuxième trimestre 2012.

